



République du Niger
Cabinet du Premier Ministre



Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

Plan de soutien aux
populations vulnérables
Actualisé covid-19

Version finale

2020

Mai 2020

I. CONTEXTE DE LA REVISION DU PLAN DE SOUTIEN 2020

Le Plan de soutien est le document cadre du Gouvernement du Niger et de ses partenaires pour la planification, la réalisation et le suivi des interventions de réponse aux besoins des populations dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, et du pastoralisme.

Lors de son intervention du 26 mars 2020, Son Excellence Monsieur le Président de la République a dans son adresse à la nation, évoqué la mise à jour et le renforcement du plan annuel de soutien aux populations vulnérables comme étant une priorité pour identifier et appuyer les mesures sociales prises et à prendre pour atténuer les effets de l'épidémie du Corona Virus qui s'est abattue depuis début mars sur les populations du Niger.

La révision du Plan de soutien est nécessaire pour le plaidoyer et la mobilisation des ressources additionnelles nécessaires en réponse à la crise sanitaire tout en précisant les normes techniques dans la mise en œuvre des interventions.

D'un montant de **343 295 549 461 FCFA** (contre 186 511 115 631 FCFA dans le plan initial), le Plan de soutien révisé a déterminé une cible de **5,6 millions de personnes** à soutenir en période de soudure à travers **une assistance alimentaire d'urgence pour 2.7 millions de personnes** ou **des transferts monétaires inconditionnels types filets sociaux et / ou conditionnels pour 2.9 millions de personnes**.

II. PRINCIPES DIRECTEURS POUR LA REVISION DU PLAN DE SOUTIEN 2020

Comme pour le Plan de soutien original, plusieurs principes directeurs ont été établis pour permettre une prise en compte effective et concertée du contexte alimentaire, nutritionnel, sécuritaire et sanitaire en cours et en perspective au Niger à savoir :

- Une mise à jour du Plan de soutien 2020 avec une priorisation des activités dans le temps et une évolution des modalités d'intervention tenant compte de la crise du COVID-19 ;
- L'adaptation des modalités d'intervention et de réponse au contexte de la crise sanitaire ;
- L'intégration des mesures barrières dans toutes les opérations (réorganisation des activités de ciblage et de distribution par la mise en place des mesures de préventions sanitaires (achats et distributions de kits sanitaires, application des mesures d'hygiène, distanciation sociale...);
- Le renforcement de la coordination sur la base des structures et forums déjà existants en préservant et dynamisant le lead du DNP-GCA, y compris en région ;

III. ELEMENTS DE BASES PRIS EN COMPTE POUR LA REVISION DU PLAN DE SOUTIEN 2020

La révision de la cible du Plan de soutien et la mise à jour des activités à mettre en place dans le domaine de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle pour atténuer les impacts potentiels de l'épidémie du COVID19 prennent en compte les éléments du contexte suivants :

- Les difficultés des ménages vulnérables qui sont affectés par les mesures de prévention et de distanciation sociale (fermeture des écoles, mouvement restreint, mise en quarantaine, inactivité...) ou pour les familles et les enfants vivant avec des personnes infectées par le COVID19 (confinement strict...) à faire face à leurs besoins alimentaires et nutritionnels ;
- L'incidence des mesures préventives amplifiant les facteurs de vulnérabilité à l'ISAN, notamment avec des migrations saisonnières transfrontalières perturbées, un manque de disponibilité de main d'œuvre, le dysfonctionnement des marchés et la faible disponibilité des céréales, la hausse des prix, les difficultés d'accès aux intrants, la baisse de la production céréalière etc...

Ces facteurs de vulnérabilité pourraient avoir une incidence encore plus forte dans le contexte actuel sur les couches plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;

- De la mise en œuvre des opérations du DNP-GCA avec, entre autre, des aménagements liés à la prévention de la maladie à mettre en place en particulier pour les DGC, mais également les risques éventuels d'avoir plus de mal à reconstituer les stocks si les flux transfrontaliers ou inter-régionaux de céréales sont limités avec des stocks inaccessibles.

Concernant les effets des mesures de confinement et de restriction de déplacements, l'on peut noter :

- Le risque élevé pour les petits producteurs de ne pas pouvoir produire et ou de ne pas pouvoir bien préparer leur campagne agricole (préparation des champs, achats de semences, d'engrais, absence de main d'œuvre...) et leur cheptel du fait de l'interdiction/réduction de la transhumance ;
- l'approvisionnement en baisse des marchés alimentaires (fermeture des frontières et arrêt des flux de marchandises transfrontaliers, interdiction de circuler en ville, baisse de la production agricole...) ; les hausses de prix des denrées (au-delà de la hausse saisonnière) ;
- la dégradation des moyens d'existence des populations vulnérables et la dégringolade des revenus ;

- la perturbation des services essentiels de santé et de nutrition en raison de l'accent mis sur la réponse COVID-19 ;
- l'augmentation du chômage du circuit formel et la déstabilisation du tissu économique informel ;
- la fermeture des écoles à cantines scolaires (dysfonctionnement dans la fourniture des rations alimentaires) ;
- la difficulté de reconstitution des stocks alimentaires institutionnels par l'Etat (DNP-GCA-SNS, OPVN-RAS) et ses Partenaires (PAM, ONG...) avec des volumes à acquérir important et au-delà de ceux réalisés lors de ces dernières années dans une période où les prix des denrées ont déjà entamé leurs hausses saisonnières ;
- la pénurie alimentaire en période de soudure et à l'approche de la période de Ramadan, pénurie pouvant déborder sur des tensions sociales notamment dans les centres urbains dépendant de denrées alimentaires importées.

Analyse d'impact :

L'avènement de la pandémie du COVID 19 intervenue en mars 2020 a malheureusement aggravé et/ou fait basculer certaines personnes dans une situation de vulnérabilité.

Afin de quantifier ces impacts, le Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires a mené une évaluation pour prendre en compte l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en collaboration avec ses partenaires.

Les résultats de l'analyse de l'impact de la pandémie COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger ont démontré que les effets des mesures d'atténuation prises par le Gouvernement, bien que nécessaires et nullement contestés, perturbent certaines activités socio-économiques notamment le fonctionnement des marchés aussi bien aux niveaux national que sous-régional et international ainsi que les capacités de résilience des populations les plus démunies.

Les prix des céréales de base observés à la première décennie d'avril sont en hausse comparés à ceux de la troisième décennie de mars 2020. Cette hausse sera exacerbée par la forte demande en produits de consommation liée à la période de Ramadan. Concernant les marchés à bétail, il est observé une diminution de taux de vente consécutive à la baisse de la demande et de l'animation des principaux marchés. Ceci a conduit à une baisse des prix du bétail. L'impact du COVID-19 sur les marchés à bétail sera aussi exacerbé par l'important déficit fourrager enregistré à l'issue de campagne 2019/2020.

Il faut aussi signaler que les restrictions des déplacements de personnes du fait de la fermeture des frontières risquent de bloquer une importante partie de la main d'œuvre agricole dans les pays d'accueil des migrants saisonniers nigériens (Nigéria, Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire...). Cette situation pourrait se traduire par une baisse des superficies

emblavées et donc de la production agricole attendue en 2020, et, une baisse des transferts en direction des ménages des migrants. Les difficultés de ravitaillement en intrants agricoles et la baisse des transferts au profit des ménages des migrants pourront également impacter négativement la production agricole 2020/2021.

Une des particularités de cette situation est le fait que les effets de l'épidémie affectent significativement le milieu urbain et plus spécifiquement la ville de Niamey mise en confinement sanitaire et les chefs-lieux de régions ainsi que certaines catégories socio-professionnelles les plus pauvres. Par ailleurs cette pandémie va particulièrement aggraver la vulnérabilité de certains groupes sociaux notamment les enfants de moins de 5 ans, les enfants des rues et talibés ambulants et les femmes enceintes.

Mise à jour de la cible :

L'analyse des hypothèses formulées dans la première étape du processus analytique a fait ressortir que, globalement, **5,6 millions de personnes** seraient potentiellement impactées pendant la période de juin-août 2020. Cette estimation inclut les populations en insécurité alimentaire aigüe (Phase 3 ou plus du Cadre Harmonisé) pour la période juin-août 2020 (2 millions de personnes).

Sur les **5,6 millions de personnes**, 4,4 millions seraient impactées dans les zones rurales, et 1,2 million dans les zones urbaines (Niamey et les autres chefs-lieux des régions).

Ces 5,6 millions de personnes se répartissent comme suit :

- **2,7 millions de personnes** très vulnérables à l'insécurité alimentaire, et donc prioritaires pour l'assistance alimentaire d'urgence du Gouvernement et de ses Partenaires. Pour cette catégorie de personnes, la réponse va porter essentiellement sur la distribution gratuite des produits alimentaires ou de cash inconditionnel pendant la soudure, la vente à prix modéré d'aliments bétail, des appuis en semences améliorées, des appuis dans le cadre de la lutte contre la malnutrition des enfants de moins de 5 ans.

Pour ces personnes très vulnérables et pendant la période juin-août 2020, les zones les plus affectées sont la région de Tillabéri (634 000 personnes), Tahoua (444 000), Maradi (418 000) et Zinder (395 000). Au niveau des zones urbaines, les villes les plus affectées sont Niamey (100 000 personnes), Maradi (37 000) et Agadez (35 000).

- **2,9 millions de personnes** dont la principale source de revenus est affectée par l'impact du COVID-19. Ces personnes nécessitent une assistance sous forme de filets sociaux pluriannuels, cash transfert, appui aux actifs productifs, d'appui aux activités génératrices de revenus.

Pour ces populations des couches socio-économiques moins vulnérables, on note des besoins élevés dans les régions de Tahoua (617 000), Maradi (389 000) et Tillabéri (358 000), ainsi que dans les villes de Niamey (679 000), Agadez (90 000) et Maradi (85 000).

D'autres catégories de populations vulnérables impactées par différents chocs déjà identifiées dans le Plan de soutien original restent des cibles à prendre en compte dans le cadre du Plan de soutien révisé à savoir :

- **226 000 personnes** réfugiées nigérianes et maliennes,
- **254 000 déplacées internes, 50 000 personnes** qui accueillent ou participent à l'accueil des réfugiés nigériens,
- **270 000 personnes** victimes des inondations
- **27 000 élèves** issus des zones en insécurité civile et / ou celles impactées par la soudure pastorale
- **1 360 783 personnes** (20% des besoins) bénéficiaires des interventions de filets sociaux pluriannuels incluant les programmes « résilience »
- **1 291 920 personnes** (contre 1 million avant la révision de la cible) dont 915 476 enfants de moins de 5 ans et 374 444 femmes enceintes et allaitantes dans le cadre de la lutte contre la malnutrition.

Toutes ces populations devraient être soutenues par des interventions d'urgence adaptées.

IV. IDENTIFICATION DES NOUVEAU BESOINS DU PLAN DE SOUTIEN 2020

R1. L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré,

Avant la période de soudure, le Plan de soutien a planifié des appuis pour des distributions en vivres et en cash (conditionnels et inconditionnels) d'un montant de **17.3 Milliards de FCFA** pour une majeure partie de la population vulnérable.

En période de soudure, sur une durée d'intervention révisée à 6 mois (avril / septembre 2020) avec plus de **2 700 000 personnes** à soutenir, **173 000 tonnes** de vivres seront mobilisées (hors RAS) répartis entre la CCA et les partenaires pour atteindre 60% de cette cible pour un montant de mise en œuvre de **18.8 milliards de FCFA** (hors cout de reconstitution Cf. Résultat 5).

La modalité de distribution gratuite d'argent sera aussi mise en œuvre par les partenaires pour un montant total de **24.2 milliards de FCFA** au bénéfice de **675 000 personnes**.

En prenant en compte le fait qu'un basculement de la modalité « distribution de vivres » vers celle de « distribution de cash » via les transferts monétaires ou les bons d'achats (ou vice versa) pourra être engagé au cours de la mise en œuvre des opérations en fonction des analyses de marché faites par les acteurs, les volumes d'achats planifiés dans cette activité pourraient être réévalués en fonction des modalités opérationnelles retenues.

La Vente à Prix Modéré sera elle aussi reconduite avec plus **81 529 tonnes de céréales** à vendre sur les marchés en 8 phases au bénéfice de **1 141 405 personnes**. **2.9 Milliards de FCFA** seront nécessaires pour la mise en œuvre de cette opération complétée par une opération de vente à prix modéré de **2 618 tonnes de sucre**.

Les opérations de cash et de food for work prises en compte dans le Plan de soutien initial ont été maintenues dans le plan de soutien additionnel, y compris l'alimentation scolaire en zone d'urgence pour un montant de **60 millions de FCFA** et les interventions de prévention nutritionnelle (blanket feeding) y compris la sensibilisation des populations sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE) en particulier et les pratiques familiales essentielles (PFE) en général d'un montant de **2.1 Milliards de FCFA**.

La mise en œuvre de toutes ces opérations prendra en compte prioritairement la mise en place des mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.

*Au total pour le « **Résultat 1** », **65 211 060 121 FCFA** seront nécessaires y incluses les mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.*

R2. La prise en charge et la prévention de la malnutrition sont renforcées,

La prise en charge de la malnutrition aiguë globale (sévère et modérée) auprès des enfants de 6 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes reste une des priorités d'intervention du Plan de soutien 2020 avec une mobilisation nécessaire de l'Etat et de ses Partenaires d'un montant de **44 298 990 610 FCFA**.

La prise en charge révisée cible **1 291 920 personnes** dont **915 476 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë** (modérée et sévère), et **376 444 femmes enceintes ou allaitantes** souffrant de la malnutrition aiguë modérée. En plus, **69 070 mères accompagnantes** des enfants hospitalisés pour le traitement de la MAS avec complications recevront une assistance alimentaire.

Le Gouvernement et ses partenaires estiment qu'il y aura une augmentation de 35% du nombre d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et une augmentation de 27% du nombre d'enfants souffrant de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Le nombre d'enfants qui souffriront de la malnutrition aiguë en 2020 est estimé à **1 071 501 pour la MAM** et à **533 384 pour la MAS**.

Cependant, pour la MAM, en raison des difficultés déjà à atteindre la cible d'origine, la capacité réduite à faire des dépistages, et la réduction de l'accès et de la demande des services de santé dans le contexte du COVID-19, la cible initiale pour le nombre d'enfants à prendre en charge pour la MAM est maintenue. D'autre part, tenant compte de l'aspect vital de l'intervention, et en raison des effets indirects associés au COVID-19 décrits ci-dessus, un nombre supplémentaire de **136 845 enfants** est ajouté à la cible initiale pour la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. La réponse nutritionnelle dans le contexte du COVID-19 implique des coûts additionnels pour couvrir la prise en charge de

136,845 enfants additionnels souffrant de la MAS, le renforcement de la réponse WASH-in-Nut, la réponse ANJE en urgence et le renforcement du système d'information. A cela s'ajoute les couts pour le renforcement du système de santé (formations agents de la santé, appui EHA et matériels de protection) ainsi que la communication de risque par rapport au Covid-19. Les couts additionnels pour la mise en œuvre de la réponse nutritionnelle dans le cadre du covid 19 **s'élèvent à 1 700 000 000 FCFA.**

La mise en œuvre de toutes ces opérations prendra en compte prioritairement la mise en place des mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.

*Au total pour le « **Résultat 2** », **45 998 990 610 FCFA** seront nécessaires y incluses les mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.*

R3. Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités ;

Pour le renforcement des moyens d'existence, **16 557 070 587 FCFA** seront nécessaire pour l'achat de **semences améliorées, pluviales et maraichères** sous forme de kits (y compris les mesures barrières) pour le renforcement des moyens d'existences des ménages agricoles et de développement de la production agricole en zones rurales comme en zones périurbaines dans le but de maintenir la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés alimentaires et le maintien des revenus agricoles).

Pour le renforcement des moyens d'existence des ménages agropastoraux, **18 803 125 000 FCFA** seront également nécessaire pour sauvegarder les moyens d'existence des ménages avec le maintien de **l'achats d'aliment bétail** (35 000 tonnes) en zone pastorale impactée par le déficit fourrager cette année, **de la vaccination sanitaire du troupeau** et la prise en compte du renforcement des moyens d'existence des ménages avec des **distributions de kits petits ruminants** (animaux reproducteurs vaccinés, aliment bétail).

L'ensemble des mesures prises dans le cadre de l'appui aux populations réfugiées, déplacées, inondées et victimes de chocs ont été maintenues et renforcée. Le Plan d'urgence du Ministère de l'Action Humanitaire et Gestion des Catastrophes à lui aussi été intégré dans la révision du plan de soutien pour un montant total de toutes ces mesures de **12 826 048 556 FCFA.**

La mise en œuvre de toutes ces opérations prendra en compte prioritairement la mise en place des mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.

*Au total pour le « **Résultat 3** », **48 186 244 143 FCFA** seront nécessaires y incluses les mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.*

R4. Les populations chroniquement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenues ;

Prises en compte depuis 2019, la détermination des besoins des catégories de populations en insécurité alimentaire chronique s'affine avec d'une part les outils de suivi plus performant (analyse IPC de la CC/SAP) et des mécanismes de réponse à travers les Filets Sociaux d'autre part.

Dans le contexte de la crise en cours, ce sont **2,9 millions de personnes** identifiées dont la principale source de revenus est affectée par l'impact du COVID-19. Ces personnes nécessitent une assistance sous forme de filets sociaux (cash transfert) et ou à travers d'autres modalités d'appuis aux actifs productifs ou aux activités génératrices de revenus.

Pour l'atteinte de ce résultat, un montant de **82 028 571 429 FCFA** est nécessaire pour appuyer plus de **2 9 millions de personnes** identifiées dans cette catégorie économique et sociale en zones rurales comme urbaines.

Les mesures barrières seront prises pour un montant de **3 691 285 714 FCFA**

*Au total pour le « **Résultat 4** », **85 719 857 143 FCFA** seront nécessaires y inclus les mesures barrières liées à l'épidémie de covid19.*

R5. Les instruments de prévention et de gestion des catastrophes naturelles et crises alimentaires sont performants,

Au total, **96 570 970 000 FCFA** seront à mobiliser pour la reconstitution de près de **300 000 tonnes de vivres** (SNS, RAS, Stock d'urgence, Stocks Partenaires), y inclus les besoins des populations réfugiées, déplacées, migrantes ainsi que la participation du Niger dans la participation à la reconstitution de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire en vivres de la CEDEAO au niveau Régional (RRSA). Au Niger, les vivres achetés seront constitués principalement de mil, sorgho, maïs et riz.

*Au total pour le « **Résultat 5** », **96 570 970 000 FCFA** seront nécessaires pour la reconstitution de ces réserves en vivres, la mise en œuvre de certaines opérations conduites par les Partenaires ainsi que la prise en compte des mesures barrières.*

R6. Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national.

Ce résultat voit également son budget augmenter avec une prise en compte plus large et nécessaire des activités liées à la communication, la prévention, et la prise en compte de certaines mesures barrières liées au covid 19.

Un des points particulièrement révisés à la hausse est celui de l'évaluation et du suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle particulièrement important en situation de crises avérées, qu'elles soient sanitaires ou sécuritaires.

Enfin, étant donné la situation générale du Criquet pèlerin mise à jour fin mars 2020 et le risque élevé d'invasion dans certains pays frontaliers à l'image du Tchad, une augmentation des coûts liés au suivi de la situation sur le terrain a été proposée dans le cadre de la réactualisation du plan de soutien.

Au total pour le « Résultat 6 », 1 480 000 000 FCFA seront nécessaires pour le suivi des facteurs de risques humanitaires et la coordination des réponses à tous les niveaux.

V. BUDGET ET FINANCEMENT DU PLAN DE SOUTIEN REVISE 2020

Le budget total du Plan de soutien aux populations vulnérables 2020 révisé s'élève à **343 295 549 461 FCFA**.

BUDGET PLAN DE SOUTIEN 2020 REVISE			
N°	Activités	Montants (FCFA)	%
R1	L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré	65 211 060 121	19,00
R2	La prise en charge et la prévention de la malnutrition sont renforcées	45 998 990 610	13,40
R3	Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités.	48 314 671 587	14,07
R4	Les populations chroniquement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenues ;	85 719 857 143	24,97
R5	Les instruments de prévention et de gestion des crises sont performants (stocks de sécurité)	96 570 970 000	28,13
R6	Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national	1 480 000 000	0,43
	TOTAL (FCFA)	343 295 549 461	100

VI. RÉSULTATS ATTENDUS DE LA REVISION DU PLAN DE SOUTIEN 2020 DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE SANITAIRE

Dans le contexte de crise sanitaire que le Niger traverse aujourd'hui et de ses impacts sur le plus ou moins long terme des populations, il est important de rappeler à l'ensemble des acteurs intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale ce que les autorités nationales au plus haut niveau du pays attendent de ce cadre d'intervention à savoir :

- Une actualisation du Plan de soutien 2020 révisé avec une priorisation des activités dans le temps et une évolution des modalités d'intervention tenant compte de la crise du COVID-19 ;
- La réorientation des financements des donateurs pour une meilleure prise en compte de l'impact du choc sanitaire en cours ;
- L'intégration de la dimension SAN dans le « Plan de Préparation et Réponse au nouveau coronavirus (COVID-19) » piloté par le Ministère de la Santé ;
- L'assurance, pour les ménages les plus vulnérables de bénéficier d'une assistance alimentaire en temps et en heure et dans des conditions et normes sanitaires définies dans le cadre du plan sanitaire avec l'identification des groupes vulnérables à l'épidémie COVID 19 pour une meilleure prévention sanitaire du COVID 19 ;
- La gestion de la coordination et de la stratégie de mise en œuvre des interventions (y compris en termes de ciblage et de distribution) inscrites dans le Plan relève du DNP-GCA, en collaboration avec ses partenaires techniques étatiques et non-étatiques, nationaux et internationaux. Les outils de coordination existants (CEC, GTI, CLSECAL GTN...) et mobilisés pour la planification et la coordination des interventions doivent être connectés entre eux, renforcés et dynamisés ;
- Le renforcement de la concertation et du partage d'information en s'appuyant sur les cadres de concertation historiques du DNP-GCA (CMC, CRC, CEC) ainsi que la Task Force mise en place par le SP du DNP-GCA dans le cadre de la crise COVID19 (groupe technique restreint du CEC) ;
- Le renforcement du rôles des structures décentralisées du DNP-GCA du niveau régional avec les Comités Régionaux de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (CR-PGCCA), des Comités Sous Régionaux (CSR) et des Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU) et des Observatoires Communaux de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) en lien avec le suivi et la coordination des interventions et la surveillance communautaire pour la prévention du COVID 19 ;

VII. RECOMMANDATIONS

Au vu de cette situation, des principes directeurs établis pour l'élaboration du Plan et des résultats attendus, les recommandons ci-après sont formulées à l'attention du Gouvernement et à ses Partenaires Techniques et Financiers :

Au Gouvernement :

- Accélérer la mise en œuvre du Plan de soutien aux populations vulnérables révisé dans le domaine tant alimentaire que nutritionnel en prenant en compte les populations impactées par le COVID-19 ;
- Mettre à disposition les moyens nécessaires et dans le calendrier aux Cellules Techniques du DNP-GCA pour la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que la réponse planifiée en mobilisant les ressources à temps sur le budget national ;
- Engager la concertation avec l'ensemble des acteurs techniques et financiers pour déterminer le niveau d'intervention planifié par acteurs, les gaps et les ressources additionnelles à mobiliser ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour accélérer les préparatifs de la campagne agricole 2020/2021 (mobilisation des intrants, semences...) sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ;
- Prendre les dispositions appropriées pour faciliter le retour des migrants saisonniers (en relation avec les pays d'accueil de la sous-région) dans leurs villages respectifs ;
- Monitorer l'accès continu aux services de santé et de protection en prenant en compte la vulnérabilité accrue des femmes et des enfants (y compris les enfants de la rue et les talibés ambulants) dans le contexte du COVID-19 ;
- Poursuivre la veille et l'analyse de l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et des moyens d'existence en vue d'anticiper les crises éventuelles ;
- Coordonner et conduire une évaluation approfondie avec les partenaires de l'impact du COVID 19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;

Aux Partenaires Techniques et Financiers :

- Accompagner financièrement et techniquement le Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan de soutien aux populations vulnérables et le suivi de ses activités y compris auprès de certaines catégories de populations tels les enfants de la rue et les talibés ambulants en milieux urbains;

- Accompagner financièrement et techniquement le DNP-GCA notamment à travers des contributions aux outils de planification et de mise en œuvre des réponses, de suivi des réalisations et d'évaluation ;
- Accompagner le Gouvernement dans le renforcement du suivi de l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour intégrer les besoins des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle impactées par COVID-19 dans les plans de réponse humanitaire et les plans de riposte sanitaire ;

CONTACTS



www.dnpgcca.ne



227.20.72.35.78.

227.20.72.26.46.



spdnpgca@gmail.com

cca-pm@intnet.ne



ANNEXES

1. Budget du Plan de soutien révisé
2. Calendrier de mise en œuvre du Plan de soutien révisé
3. Tableau de répartition des populations potentiellement affectées par l'impact de la pandémie COVID-19

BUDGET PLAN DE SOUTIEN 2020 REVISE										
N°	Activités	Unité	Nombre/Qté	Coût Unitaire CFA	Durée (mois)	Montants (FCFA) Transfert / vivres	Montants (FCFA) Mise en œuvre	Montants (FCFA) Total	Période de mise en œuvre	Acteurs de mise en œuvre
R1	L'accès aux aliments et nutriments sains et diversifiés des populations cibles est amélioré							65 211 060 121		
A1	Opérations Food For Work cible hors soudure phase courante 3 et + (20% coût de mise en œuvre de 2 550 tonnes vivres distribuées)	Ménage	8 500	250 000	3		127 500 000	127 500 000	Janvier - Juin	PAM
A2	Opérations Cash For Work cible hors soudure phase courante 3 et + (Transferts monétaires + 15% coût de mise en œuvre)	Ménage	146 311	32 500	3	14 265 346 875	2 139 802 031	16 405 148 906	Janvier - Juin	CCA, PAM, CFS, ONG
A21	Opération Distribution Gratuite Ciblée de 15 481 tonnes de Vivres (SNS + Stock National + Partenaires) 25% Populations en Crise hors soudure (20% mise en œuvre)	Ménage	51 604	250 000	3		774 056 250	774 056 250	mars - avril - mai	CCA, PAM, ONG, MAHGC
A22	Opération Distribution Gratuite Ciblée Soudure de 173*571 t. de Vivres (stock Etat + Partenaires hors RAS) (prise en charge 30% de la valeur du stock pour la mise en œuvre) 6 mois	Ménage	289 286	250 000	6		13 017 857 143	13 017 857 143	Mai- Octobre	CCA, PAM, autres acteurs
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							5 858 035 714		
A3	Opération Distribution Gratuite Ciblée de Cash (20% mise en œuvre)	Ménage	96 429	32 500	6	18 803 571 429	3 760 714 286	22 564 285 714	Avril- Septembre	PAM, ONG
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							1 692 321 429		
A4	Opération de suivi de la mise en œuvre des activités de réponse (PDM CCA)	Forfait	2	50 000 000	3	100 000 000		100 000 000	Juillet - Septembre	CCA, autres acteurs
A5	Mise en œuvre Opération de Vente à Prix Modéré de produits vivriers de base de 81*529 tonnes (2 000 000 000 de mise en œuvre)	forfait	1	2 000 000 000	8		2 000 000 000	2 000 000 000	Avril - Septembre	OPVN, CCA
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							900 000 000		
A6	Mise en œuvre Opération de Vente à Prix Modéré autres produits alimentaires (sucre...) 2*618 tonnes (55 000 000 FCFA de mise en œuvre)	forfait	1	55 000 000	3		55 000 000	55 000 000	Avril - Juin	OPVN
A7	Renforcer l'alimentation scolaire (15 kg aliments par mois / élève) pour 27 000 élèves en zones vulnérables (achats 1215 tonnes de vivres + 20% de mise en œuvre)	Elève	1 215	250 000	3		60 750 000	60 750 000	Mars - Mai	CCA/PAM / Education
A8	Assurer la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les enfants de 6 – 23 mois et la supplémentation alimentaire (blanket feeding) pour les femmes allaitantes.	Enfants, FEAA	85 735	17 019	4			1 459 123 965	Juin - Septembre	Direction Nutrition, UNICEF, CCA
	Coût de mise en œuvre (30% du kit) supplémentaire nutrition lié au mesures barrières COVID19 (45% de la mise en œuvre)							196 981 000		

R2	La prise en charge et la prévention de la malnutrition sont renforcées							45 998 990 610		
A9	Assurer le traitement médical et nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans (06 à 59 mois) souffrant de malnutrition aiguë Sévère (MAS) Sans complication	Enfants	533 384	34 480	12			18 391 080 320	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG
A10	Assurer le traitement médical et nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans (0 à 59 mois) souffrant de malnutrition aiguë Sévère (MAS) Avec complication	Enfants	69 070	40 139	12			2 772 400 730	Janvier - Décembre	
A11	Assurer le traitement médical et nutritionnel des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë Modérée (MAM)	Enfants	521 821	17 500	12			9 131 867 500	Janvier - Décembre	
A12	Distribuer des rations alimentaires complémentaires pour les Femmes Enceintes et les Femmes Allaitantes	FEFA	376 444	35 365	12			13 312 942 060	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG
A13	Distribuer des rations alimentaires complémentaires pour les mères accompagnantes dans les CRENI	Couple mère enfant	69 070	10 000	12			690 700 000	Janvier - Décembre	Direction Nutrition, UNICEF, ONG
	Coût de mise en œuvre supplémentaire nutrition lié au mesures barrières COVID19 (Cf. Direction Nutrition)							1 700 000 000		
R3	Les moyens d'existence des populations affectées par les crises alimentaires et/ou catastrophes naturelles sont protégés et réhabilités							48 314 671 587		
A14	Appuyer les producteurs de cultures pluviales des zones vulnérables (y compris la mise en œuvre)	Kit pluviale	10 000	821 332		8 213 320 587		8 213 320 587	Avril - Juin	MAGEL, FAO, CCA, ONG
	Appuyer les producteurs de cultures maraichères des zones vulnérables (+25% mise en œuvre)	Kit maraichage	50 000	150 000		7 500 000 000		7 500 000 000		MAGEL, FAO, CCA, ONG
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)					-		843 750 000		
	Appuyer les ménages agro / pastoraux vulnérables en petits ruminants (+25% mise en œuvre)	Kit Petits Ruminants	50 000	150 000		7 500 000 000		7 500 000 000		MAGEL, FAO, CCA, ONG
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							843 750 000		
A15	Renforcer la disponibilité en aliments pour bétail de plus de 82*500 ménages (achat y compris 25% de mise en œuvre)	Tonne AB	35 000	250 000	3	8 750 000 000		8 750 000 000	Mars - Avril	Direction Elevage, FAO, CCA, ONG
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							984 375 000		
A16	Renforcer la disponibilité la sécurité sanitaire du cheptel de plus de 224 000 ménages (Cf. plan d'urgence élevage)	Kit sanitaire	500 000	1 000	1	500 000 000		500 000 000	Mai - Août	Direction Elevage, FAO, CCA
	Coût de mise en œuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							225 000 000		
A17	Assistance victimes inondations (MAHGC) / 3 857 tonnes de Vivres (Stock national + Partenaires) 20% mise en œuvre 1 mois	Ménage	38 571	250 000	1		192 857 143	192 857 143	Juillet - Septembre	CCA, MAHGC, ONG, PAM, Partenaires
A18	Assistance victimes inondations (MAHGC) NFI (132 000 fcfa par kit et par ménage + mise en œuvre)	Ménage	38 571	132 000	1	5 091 428 571		5 091 428 571	Juillet - Septembre	MAHGC, PAM, ONG

A19	Assistance Réfugiés, Diffa, Tahoua, Tillabéri, maradi (MAHGC / CCA / Partenaires) Cf. (132 000 fca par kit et par ménage + mise en oeuvre) + 15% covid19 = 152 000 FCFA	Ménage	32 286	152 000	1	4 907 428 571		4 907 428 571	Janvier - Decembre	CCA, MAHGC, ONG, PAM, Partenaires
A20	Appui aux Populations Déplacées Interne du nord Tillabéri et nord Tahoua, Diffa (couts de mise en oeuvre appui en vivres / 21 771 tonnes (SNS+Partenaires) 6 mois	Ménage	36 286	250 000	6		1 088 571 429	1 088 571 429		CCA, MAHGC, ONG, PAM, Partenaires
	Incidence COVID (15% COVID+15% mise en oeuvre)							326 400 000		
A21	Opération contingence appui aux Populations Déplacées Interne potentielles du nord Tillabéri et nord Tahoua, Diffa (couts de mise en oeuvre appui en vivres / 8 571 tonnes (SNS+Partenaires) 12 mois	Ménage	7 142	250 000	12		428 520 000	428 520 000		
	Incidence COVID (15% COVID+15% mise en oeuvre)							128 556 000		
A22	Appui aux Populations migrantes et rapatriées (1800 tonnes de vivres) 2 mois 20% mise en oeuvre	Ménage	9 000	250 000	2		90 000 000	90 000 000		MAHGC, ONG, Partenaires
A23	Appui aux Populations retournées Diffa, Tahoua, Tillabéri (614 tonnes de vivres) 1 mois 20% mise en oeuvre	Ménage	6 143	250 000	1		30 714 286	30 714 286	Janvier - Decembre	MAHGC, ONG, Partenaires
	Plan Urgence MAHGC							670 000 000		
R4	Les populations chroniquement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenues							85 719 857 143		
A24	Opération de distribution des transferts d'argent inconditionnel / filets sociaux pluriannuels (Transferts monétaires 15000 fca/ mois + 10% coût de mise en oeuvre)	Ménage	414 286	15 000	12	74 571 428 571	7 457 142 857	82 028 571 429	Janvier - Decembre	CFS, PAM, ONG, Projets
	Coût de mise en oeuvre supplémentaire lié au mesures barrières COVID19 (45%)							3 691 285 714		
R5	Les instruments de prévention et de gestion des crises sont performants							96 570 970 000		
A25	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS céréales) 30 000 tonnes	Tonnes	30 000	250 000		7 500 000 000		7 500 000 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
	Augmentation Stock SNS DGC Incidence COVID 19 / 3 à 6 mois (SNS céréales)		40 000	250 000		10 000 000 000		10 000 000 000		
A26	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (SNS Niébé) 5000 tonnes	Tonnes	5 000	500 000		2 500 000 000		2 500 000 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
A27	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (RAS céréales) 81 529 tonnes de vivres	Tonnes	81 529	250 000		20 382 250 000		20 382 250 000	Janvier - Mai	OPVN, CCA
A28	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (RAS sucre / 2 618 tonnes)	Tonnes	2 618	1 000 000		2 618 000 000		2 618 000 000		OPVN
A29	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (Etat Stock Urgence) 5 000 tonnes	Tonnes	5 000	250 000		1 250 000 000		1 250 000 000		CCA
A30	Stock contingence pour appui aux Populations Déplacées Interne potentielles du nord Tillabéri et nord Tahoua, Diffa (8 571 tonnes CCA SNS+Partenaires) 12 mois	Tonnes	8 571	250 000		2 142 750 000		2 142 750 000		CCA, OPVN, PAM, ONG

A31	Participation Reconstitution de réserves en vivres au niveau Régional (RRSA) 7 500 tonnes (au moins 5% des stocks nationaux)	Tonnes	7 500	250 000		1 875 000 000		1 875 000 000		CCA, OPVN, RRSA
A32	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (PAM-ONG) 32 286 tonnes (Réfugiés Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri) + mise en œuvre	Tonnes	32 286	250 000		8 071 500 000	3 228 600 000	11 300 100 000	Janvier - Mai	PAM - ONG
A33	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (PAM-ONG) 60 000 tonnes (DGC, Déplacés...) + mise en œuvre	Tonnes	60 000	250 000		15 000 000 000	6 000 000 000	21 000 000 000	Janvier - Mai	PAM - ONG
	Reconstitution de réserves en vivres aux niveaux national et local (PAM-ONG) 30 000 tonnes pour impact COVID19 + mise en œuvre	Tonnes	30 000	250 000		7 500 000 000	3 000 000 000	10 500 000 000	Janvier - Mai	PAM - ONG
	Coût de mise en œuvre 40% (8milliards) + coût supplémentaire lié au mesures barrière (45% de mise en œuvre)						5 502 870 000	5 502 870 000		
R6	Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national							1 480 000 000		
A34	Contribuer à la prévention des risques d'invasion acridienne (contribution augmentée face au niveau d'alerte diffusé en avril 2020 avec risque avéré dans les pays voisins comme le Tchad)	Forfait	1	300 000 000		300 000 000		300 000 000	Octobre - Décembre	CNLA
A35	Renforcer les systèmes d'information sur la situation alimentaire, nutritionnelle et de veille pastorale (enquête de vulnérabilité et analyse CH, journées techniques du SAP)	Forfait		500 000 000	1	-		500 000 000	Janvier - Décembre	SAP/PC, Partenaires
A36	Incidence COVID 19 (études, appuis SIMA et SIMB, ...)							150 000 000	Mars - décembre	SAP/PC, Partenaires
A37	Incidence COVID 19 sensibilisation / prévention / appui niveaux décentralisés (CR-SCAPRU-OSV)							250 000 000	Mars - décembre	SAP/PC, Partenaires
A38	Renforcer les capacités de coordination nationale en matière de prévention et de gestion des crises	Forfait		50 000 000	1	-		50 000 000	Janvier - Décembre	SAP, CCA, MAHGC, CFS
A39	Vulgarisation et Suivi Evaluation du plan de soutien (communication et diffusion du plan, évaluation de certaines activités, missions de terrain...)	Forfait		50 000 000	3			50 000 000	Janvier - Mars	CCA, SP, CFS, SAP, Partenaires
A40	Communication et plaidoyer pour la visibilité et le financement du Plan de Soutien	Forfait		40 000 000	1			40 000 000	Mars - décembre	DNPGCA / Partenaires
	Incidence COVID 19 (diffusion messages clés, prévention, sensibilisation...)							100 000 000	Mars - décembre	DNPGCA / Partenaires
A41	Evaluation et suivi du plan de soutien (Revue Après Actions)	Forfait		40 000 000	1	-		40 000 000	Janvier - Décembre	SAP, CCA, MAHGC, CFS, ONG
TOTAL								343 295 549 461		

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE DU PLAN DE SOUTIEN 2020 REVISE													
N°	Activités	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	Contexte general et paramètres clés de la saisonnalité au Niger												
	Périodes saisonnières	Mitigation / Atténuation / Résilience					Soudure				Relèvement		
	Mise en œuvre réponse COVID 19 Urgence						Distributions Gratuites Vivres et Cash zones Ruraless et Urbaines						
	Pluviométrie				→			Saison des pluies				→	
	Agriculture				Préparation du sol	Semis	Entretien			Récolte		→	
	Elevage		Migration des animaux (départ)	Soudure pastorale			Migration des animaux (retour)			pleine production			
	Mobilisation et mise à disposition des ressources budgétaires												
	Mobilisation et mise à disposition des ressources budgétaires sur budget national												
	Mobilisation et mise à disposition des ressources budgétaires par le Partenaires Financiers												
R1	L'accès aux aliments des populations est amélioré												
A1 / A2	Opérations Food et Cash For Work												
A31	Opération Distribution Gratuite Ciblée de Vivres hors soudure												
A32	Opération Distribution Gratuite Ciblée de Vivres soudure covid												
A33	Opération Distribution Gratuite Ciblée de Cash soudure covid												
A4	Opération de suivi évaluation des activités de réponse (PDM)												
A5 et 6	Opération de Vente à Prix Modéré de produits vivriers												
A7	Renforcer l'alimentation scolaire en zone de crise pastorale												
A8	Assurer la supplémentation alimentaire (blanket feeding)												
R2	La prise en charge des enfants malnutris est renforcée												
A9/10	Traitement Malnutrition Aiguë Sévère (MAS avec et sans complication)												
A11	Traitement Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)												
A12	Distribuer des rations Femmes Enceintes et les Femmes Allaitantes												
A13	Distribuer des rations pour les mères accompagnantes dans les CRENI												

R3	Les moyens d'existence des populations sont protégés et réhabilités												
A14	Appui Cultures pluviales avec distribution semences améliorées en zone rurale												
	Appui Cultures maraichères en zone vulnérable et périurbaine												
	Appuyer les ménages agro / pastoraux vulnérables en petits ruminants												
A15	Vente d'Aliment bétail / zone pastorale / déficit fourrager (35 000 t)												
A16	Renforcer la sécurité sanitaire du cheptel												
A17/18	Assistance victimes inondations (MAHGC)												
A19	Assistance Réfugiés, déplacés (MAHGC)												
A20/21	Assistance populations déplacées internes (MAHGC)												
	Assistance populations migrantes et rapatriées (MAHGC)												
A23	Autres catastrophes - incendies, refoulés, suivi (MAHGC)												
	Mise en œuvre Plan d'Urgence MAHGC												
R4	Les populations chroniquement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont soutenues												
A24	Opération de distribution des transferts d'argent inconditionnel / filets sociaux pluriannuels												
R5	Les instruments de prévention et de gestion des crises sont performants.												
A25/26	Reconstitution SNS céréales+ niébé												
A27/28	Reconstitution RAS												
A29/31	Reconstitution autres stocks (urgence, CEDEAO...)												
A32	Reconstitution Stocks PAM-ONG 70 000 tonnes												
R6	Les facteurs de risques humanitaires et les réponses mises en œuvre sont connus, suivis et gérés aux niveaux local, régional et national												
A33	Prévention contre l'Invasion acridienne												
A34	Systèmes d'information (enquête de vulnérabilité EV - , analyse CH, journées techniques du SAP - JTSAP)	EV		CH		JTSAP					CH JTSAP	EV	
A35	Renforcer la Coordination nationale prévention et gestion des crises												
A36	Vulgarisation et suivi évaluation du plan de soutien												
A37	Communication et plaidoyer / plan de soutien												
A38	Revue Après Actions CCA												

Tableau de répartition des populations potentiellement affectées par l'impact de la pandémie COVID-19 par niveau de priorité et par désagrégation par sexe/âge par département (juin-août 2020)

Région/département		Désagrégation cibles		Désagrégation par genre et âge					
Région	Département	Priorité 1	Priorité 2	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 18 ans	Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes	Femmes de 15-49 ans
Agadez	Aderbissinat	4 962	451	2 685	2 728	3 340	1 254	217	1 090
Agadez	Arlit	94 211	0	46 729	47 482	58 128	21 829	3 768	18 964
Agadez	Bilma	17 821	0	8 839	8 982	10 996	4 129	713	3 587
Agadez	Iferouane	1 672	1 375	1 512	1 535	1 880	706	122	613
Agadez	Ingall	11 279	0	5 594	5 685	6 959	2 613	451	2 271
Agadez	Tchirozerine	21 745	55 641	38 383	39 003	47 747	17 930	3 095	15 578
Diffa	Bosso	25 488	0	12 642	12 846	15 726	5 906	1 020	5 131
Diffa	Diffa	59 052	104 074	80 910	82 216	100 649	37 796	6 525	32 837
Diffa	Goudoumaria	12 847	0	6 372	6 475	7 926	2 977	514	2 586
Diffa	Mainé Soroa	23 548	0	11 680	11 868	14 529	5 456	942	4 740
Diffa	N'Gourti	3 968	4 478	4 189	4 257	5 211	1 957	338	1 700
Diffa	N'Guigmi	22 610	0	11 214	11 396	13 951	5 239	904	4 552
Dosso	Boboye	20 360	0	10 098	10 262	12 562	4 718	814	4 099
Dosso	Dioundiou	5 890	10 186	7 973	8 103	9 919	3 725	643	3 236
Dosso	Dogondoutchi	66 302	85 419	75 254	76 468	93 612	35 154	6 069	30 541
Dosso	Dosso	47 622	61 353	54 051	54 924	67 238	25 250	4 359	21 937
Dosso	Falmey	9 711	0	4 816	4 895	5 992	2 250	388	1 955
Dosso	Gaya	4 405	11 498	7 888	8 015	9 812	3 685	636	3 201
Dosso	Loga	40 010	70 412	54 769	55 653	68 130	25 585	4 417	22 228
Dosso	Tibiri	53 020	68 307	60 179	61 149	74 859	28 112	4 853	24 423
Maradi	Aguié	71 294	0	35 362	35 932	43 988	16 519	2 852	14 351
Maradi	Bermo	23 376	10 240	16 674	16 942	20 741	7 789	1 345	6 767
Maradi	Dakoro	34 801	0	17 261	17 540	21 472	8 063	1 392	7 005
Maradi	Gazaoua	68 681	0	34 066	34 615	42 376	15 913	2 747	13 825
Maradi	Guidan Roundji	44 063	57 270	50 261	51 072	62 523	23 479	4 053	20 398
Maradi	Madarounfa	32 018	72 959	52 069	52 908	64 771	24 323	4 199	21 131
Maradi	Mayahi	58 539	178 462	117 553	119 448	146 229	54 913	9 480	47 708
Maradi	Tessaoua	85 430	70 444	77 314	78 561	96 175	36 116	6 235	31 377
Tahoua	Abalak	27 384	63 897	45 275	46 006	56 320	21 150	3 651	18 375
Tahoua	Bagaroua	7 527	8 836	8 116	8 247	10 096	3 791	655	3 294
Tahoua	Birni N'Konni	41 574	58 006	49 392	50 189	61 441	23 073	3 983	20 045
Tahoua	Bouza	70 912	77 981	73 852	75 042	91 867	34 499	5 956	29 972
Tahoua	Illéla	23 071	32 189	27 409	27 851	34 095	12 804	2 210	11 124
Tahoua	Keita	57 602	80 369	68 434	69 537	85 128	31 968	5 519	27 773
Tahoua	Madaoua	104 501	122 675	112 680	114 497	140 168	52 637	9 087	45 730
Tahoua	Malbaza	41 629	48 869	44 888	45 611	55 838	20 969	3 620	18 217
Tahoua	Tahoua	46 630	120 501	82 897	84 234	103 120	38 724	6 685	33 643
Tahoua	Tassara	2 019	3 335	2 656	2 698	3 303	1 241	214	1 078
Tahoua	Tchintabaraden	9 625	0	4 774	4 851	5 939	2 230	385	1 937
Tahoua	Tillia	11 900	0	5 902	5 998	7 342	2 757	476	2 396
Tillabéri	Abala	42 674	10 228	26 239	26 663	32 641	12 257	2 116	10 649
Tillabéri	Ayerou	18 401	10 040	14 107	14 334	17 548	6 590	1 138	5 725
Tillabéri	Balleyara	14 403	0	7 144	7 259	8 886	3 337	576	2 899
Tillabéri	Banibangou	39 708	0	19 695	20 013	24 500	9 200	1 588	7 993
Tillabéri	Bankilaré	42 798	0	21 228	21 570	26 406	9 916	1 712	8 615

Région/département		Désagrégation cibles		Désagrégation par genre et âge					
Région	Département	Priorité 1	Priorité 2	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 18 ans	Enfants de moins de 5 ans	Femmes enceintes	Femmes de 15-49 ans
Tillabéri	Filingué	90 717	0	44 996	45 721	55 973	21 019	3 629	18 261
Tillabéri	Gothèye	35 645	114 770	74 606	75 809	92 806	34 851	6 017	30 278
Tillabéri	Kollo	50 053	0	24 826	25 227	30 883	11 597	2 002	10 076
Tillabéri	Ouallam	107 076	57 348	81 554	82 870	101 450	38 097	6 577	33 098
Tillabéri	Say	32 522	58 032	44 915	45 639	55 872	20 981	3 622	18 228
Tillabéri	Téra	65 691	98 547	81 462	82 776	101 335	38 054	6 570	33 061
Tillabéri	Tillabéri	37 375	9 110	23 057	23 428	28 681	10 771	1 859	9 357
Tillabéri	Torodi	56 465	0	28 007	28 458	34 839	13 083	2 259	11 366
Zinder	Belbedji	6 595	0	3 271	3 324	4 069	1 528	264	1 328
Zinder	Damagaram Takaya	26 386	0	13 088	13 298	16 280	6 114	1 055	5 311
Zinder	Dungass	62 913	0	31 205	31 708	38 817	14 577	2 517	12 664
Zinder	Gouré	53 799	521	26 943	27 377	33 515	12 586	2 173	10 934
Zinder	Kantché	49 133	39 666	44 044	44 755	54 789	20 575	3 552	17 875
Zinder	Magaria	71 111	0	35 271	35 840	43 875	16 476	2 844	14 314
Zinder	Mirriah	48 584	11 976	30 038	30 522	37 365	14 032	2 422	12 190
Zinder	Takeita	30 379	9 829	19 943	20 265	24 808	9 316	1 608	8 094
Zinder	Tanout	41 083	50 416	45 384	46 115	56 455	21 200	3 660	18 418
Zinder	Tesker	4 570	1 778	3 149	3 199	3 917	1 471	254	1 278
Total (zones rurales)		2 437 183	1 951 491	2 176 784	2 211 891	2 707 808	1 016 857	175 546	883 427
Agadez	Agadez	35 016	89 596	62 655	61 957	70 156	28 872	3 738	24 746
Diffa	Diffa	7 058	12 440	9 803	9 695	10 978	4 518	585	3 872
Dosso	Dosso	10 888	14 028	12 528	12 388	14 028	5 773	747	4 948
Maradi	Maradi	37 162	84 681	61 263	60 580	68 598	28 231	3 655	24 196
Tahoua	Tahoua	16 685	43 119	30 069	29 735	33 670	13 857	1 794	11 876
Tillabéri	Tillabéri	1 639	7 433	4 561	4 511	5 108	2 102	272	1 802
Zinder	Zinder	31 594	69 346	50 753	50 187	56 829	23 388	3 028	20 045
Niamey	Niamey	99 645	678 965	391 485	387 125	438 358	180 404	23 358	154 618
Total (zones urbaines)		239 688	999 607	623 117	616 178	697 725	287 145	37 177	246 103
TOTAL NIGER (RURAL & URBAIN)		2 676 871	2 951 098	2 799 901	2 828 069	3 405 533	1 304 002	212 723	1 129 530